RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1993 B 00238
Numéro SIREN : 320 217 144
Nom ou dénomination : DOCAPOSTE BPO

Ce dépôt a été enregistré le 29/10/2020 sous le numéro de dépôt 18740

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

DOCAPOSTE BPO
Société par actions simplifiée

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019
DOCAPOSTE BPO
Société par actions simplifiée
45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier - 94220 Ivry-sur-Seine

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

DOCAPOSTE BPO
Société par actions simplifiée

Siège social : 45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier - 94220 Ivry-sur-Seine
Capital social : €.12.120.521

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'attention de l'Associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DOCAPOSTE BPO S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 30 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne le chiffre d'affaires et les créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 30 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté du rapport de gestion relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication lors de la décision de l'Associé unique appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 juin 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphanie Millet
Associée

BILAN – ACTIF

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	26 650 245	24 372 981	2 277 264	1 302 356
Fonds commercial	15 421 973	15 282 300	139 673	139 673
Autres immobilisations incorporelles	37 923 442	33 896 200	4 027 242	3 897 953
Avances sur immobilisations incorporelles	17 274		17 274	12 500
TOTAL immobilisations incorporelles	***80 012 934***	***73 551 481***	***6 461 452***	***5 352 482***
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel	28 654 142	27 614 282	1 039 860	1 390 811
Autres immobilisations corporelles	18 278 938	14 601 861	3 677 077	2 485 924
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	65 898		65 898	7 958
TOTAL immobilisations corporelles	***46 998 978***	***42 216 143***	***4 782 835***	***3 884 694***
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	42 632 720	7 488 425	35 144 295	48 182 975
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	13 427 580		13 427 580	804 357
TOTAL immobilisations financières	***56 060 299***	***7 488 425***	***48 571 875***	***48 987 333***
Total Actif Immobilisé (II)	***183 072 211***	***123 256 049***	***59 816 162***	***58 224 508***
Matières premières, approvisionnements	104 782		104 782	103 909
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	120 282		120 282	167 013
TOTAL Stock	***225 064***		***225 064***	***270 922***
Avances et acomptes versés sur commandes	806 786		806 786	270 640
Clients et comptes rattachés	64 390 715	402 325	63 988 389	61 487 838
Autres créances	18 866 802		18 866 802	21 457 190
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	***83 257 517***	***402 325***	***82 855 191***	***82 945 028***
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	986 308		986 308	11 360 096
TOTAL Disponibilités	***986 308***		***986 308***	***11 360 096***
Charges constatées d'avance	2 729 066		2 729 066	3 294 873
TOTAL Actif circulant (III)	***88 004 742***	***402 325***	***87 602 416***	***98 141 559***
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	***271 076 953***	***123 658 374***	***147 418 579***	***156 366 068***

BILAN - PASSIF

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 12 120 521)	12 120 521	12 120 521
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	8 459 271	8 459 271
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 212 052	1 212 052
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des provisions. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	1 117 271	1 117 271
TOTAL Réserves	***2 329 323***	***2 329 323***
Report à nouveau	-41 504 767	-29 398 645
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**-4 352 290**	**-12 106 122**
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	37 404	29 760
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	***-22 910 539***	***-18 565 893***
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	591 712	589 712
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	***591 712***	***589 712***
Provisions pour risques	2 806 149	467 149
Provisions pour charges	9 459 712	11 854 736
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	***12 265 861***	***12 321 885***
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	164	29 501
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	37 828 890	37 814 461
TOTAL Dettes financières	***37 829 055***	***37 843 962***
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	864 197	742 749
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 432 493	26 489 051
Dettes fiscales et sociales	24 369 441	22 779 592
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	132 923	337 766
Autres dettes	62 298 188	71 043 674
TOTAL Dettes d'exploitation	***116 097 243***	***121 392 832***
Produits constatés d'avance	3 545 246	2 783 569
TOTAL DETTES (IV)	***157 471 544***	***162 020 363***
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	***147 418 579***	***156 366 068***

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat			Exercice N			Exercice N-1
			France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises			769 379		769 379	354 477
Production vendue biens						
Production vendue services			183 959 749	373 696	184 333 444	169 936 560
Chiffres d'affaires nets			***184 729 127***	***373 696***	***185 102 823***	***170 291 037***
Production stockée						
Production immobilisée					2 974 904	1 083 515
Subventions d'exploitation					1 069	1 660
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					918 570	2 903 800
Autres produits					368 133	18 595
Total des produits d'exploitation (I)					***189 365 500***	***174 298 607***
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					1 027 600	498 902
Variation de stock (marchandises)					46 732	-48 837
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					326 815	686 862
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					-873	-9 037
Autres achats et charges externes					108 597 056	98 799 094
Impôts, taxes et versements assimilés					2 340 033	2 520 984
Salaires et traitements					46 192 336	43 168 506
Charges sociales					20 745 436	19 176 964
Dotations d'exploitation	**sur immobilisations**	Dotations aux amortissements			4 385 554	4 835 248
		Dotations aux provisions				
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				885 771	663 866
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					73 589
Autres charges					11 179 100	8 871 737
Total des charges d'exploitation (II)					***195 725 558***	***179 237 877***
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					**-6 360 058**	**-4 939 271**
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations					1 200 000	1 500 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés					10 336	60 994
Reprises sur provisions et transferts de charges						1 270 001
Différences positives de change						266
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total des produits financiers (V)					***1 210 336***	***2 831 261***
Dotations financières aux amortissements et provisions					137 129	3 384 922
Intérêts et charges assimilées					1 034 898	7 972 212
Différences négatives de change					34	490
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)					***1 172 061***	***11 357 623***
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					**38 274**	**-8 526 362**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)					**-6 321 784**	**-13 465 633**

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 047 941	476 741
Produits exceptionnels sur opérations en capital	472 686	1 459 864
Reprises sur provisions et transferts de charges	93 744	579 500
Total des produits exceptionnels (VII)	***1 614 372***	***2 516 105***
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	201 903	96 043
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	466 710	1 582 339
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	147 067	237 791
Total des charges exceptionnelles (VIII)	***815 681***	***1 916 173***
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**798 691**	**599 932**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-1 170 803	-759 579
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	***192 190 207***	***179 645 972***
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	***196 542 497***	***191 752 094***
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	**-4 352 290**	**-12 106 122**

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Société : DOCAPOSTE BPO
Exercice 2019

1 Faits caractéristiques de l'exercice

- Transmission Universelle du Patrimoine (TUP) d'APPLICAM PARTICIPATIONS dans DOCAPOST BPO Par DAU du 25 octobre 2019 avec effet au 31/12/2019. Cette opération a généré un mali technique de fusion sur actifs financiers de 12.366K€
- Versement d'un complément de prix de 899K€ le 24/12 concernant les titres de la société Voxaly
- Transfert du site d'Aix au 2° trimestre et prise à bail d'un nouveau site sur Sophia Antipolis en fin d'année en vue du transfert du site actuel
- La GEPP provisionnée en décembre 2017 pour 4.470K€ suite à l'accord signé le 08/11/16 pour 3 ans, s'est poursuivie sur l'exercice 2019.
  Reprise de provision pour un montant de 383.750€ en relation avec les coûts constatés.

2 Règles comptables et méthodes d'évaluation retenues

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux dispositions du Règlement ANC 2016-07 du 04 novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et, à défaut de dispositions particulières du Code de Commerce.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- non compensation

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC n° 2015-05 prévoit que les écarts de change sur créances et dettes commerciales ne sont plus classés en résultat financier, mais obligatoirement en résultat d'exploitation.
Ce règlement est applicable aux exercices ouverts depuis le 01/01/2017.
L'application du règlement à DOCAPOST a pris effet au 01/01/2018.
L'impact des reclassements des écarts de change induit par le changement de réglementation est globalement non significatif dans les entités DOCAPOST *(cf. 13 Opérations en Devises »)*

Les informations ci-après constituent l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019
Dont le total est de 147 418 579 Euros.
Et au compte de résultat qui dégage un résultat de - 4 352 290 Euros.
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

- **Immobilisations corporelles**

Les éléments corporels sont évalués :

- Au coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- Au coût de production (biens produits),
- A la valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Diminués des amortissements et des pertes de valeur.

- **Immobilisations incorporelles**

Les coûts d'entrée des immobilisations incorporelles sont constitués :
. Du prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables et tous les coûts directement attribuables à la préparation de cet actif en vue de leur utilisation
Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

. Des coûts de développement des immobilisations incorporelles répondant aux conditions de comptabilisation sont immobilisés pour leur coût de production à compter de la mise en service.

- Fonds commercial

Les dispositions relatives à l'amortissement et à la dépréciation des immobilisations incorporelles et en particulier le fonds commercial ont été modifiées par le règlement 2015-06 de l'ANC.
S'agissant du fonds commercial à durée de vie non limitée, une dépréciation est constatée lorsque sa valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.
La valeur d'inventaire est déterminée par les flux de trésorerie directement générés par le fonds commercial lui-même.
S'il est indissociable de l'activité, cette valeur est appréciée avec l'ensemble des autres éléments qui le composent.
Lorsque la durée d'utilisation du fonds commercial est considérée comme limitée, au regard de critères techniques, juridiques ou économiques, il est amortissable sur cette durée.

- **Nouveau Plan d'Amortissement**

Dans cadre du chantier d'harmonisation des méthodes d'estimation au sein du Groupe, le plan d'amortissement des biens immobilisés a été révisé au 01 janvier 2019 ;
Le plan d'amortissement ci-après a pris effet au 01 janvier 2019 et ne concerne que les biens entrés à partir de cette date.

Compte	Libellé compte	Mode	Durée (En Nbre d'année)
201100	FRAIS DE CONSTITUTION	Linéaire	3
203000	FRAIS DE R&D	Linéaire	5
205000	CONCESSIONS BREVETS & DROITS	Linéaire	5
205100 / 205150	LOGICIELS	Linéaire	3 ou 5
207100	MARQUES	Linéaire	10
208000	AUTRES IMMOS INCORPORELLES	Linéaire	3
213100	CONSTRUCTIONS - GROS OEUVRES	Linéaire	80
213500	CONSTRUCTIONS - PETITS EQUIPTS	Linéaire	10
214500	INSTAL GEN, AGENCEMENTS CONSTR	Linéaire	10
215400	MATERIELS INDUSTRIELS	Linéaire	6
215500	OUTILLAGE INDUSTRIEL	Linéaire	6
215700	AGENCEMENTS MAT ET OUTIL IND	Linéaire	6
218100	INSTAL GEN, AGENCEMENTS DIVERS	Linéaire	6
218200	MATERIEL DE TRANSPORT	Linéaire	5
218300	MAT. DE BUREAU ET MAT INFORMATIQUE	Linéaire	3
218400	MOBILIER	Linéaire	10

Les plans d'amortissement des biens existants avant cette date continuent à produire leur effet

- **Participations et autres titres immobilisés**

Les titres de participation et les autres titres immobilisés sont comptabilisés initialement au prix pour auquel ils ont été acquis.

Les frais d'acquisitions sont comptabilisés en charge.

Des dépréciations sont enregistrées lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur d'acquisition, à la date de clôture.

La valeur d'inventaire est déterminée par référence aux méthodes des flux de trésorerie futurs actualisés de l'ensemble considéré.

En cas de cession, la valeur d'inventaire est déterminée par référence à la valeur vénale.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés est estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les valeurs mobilières sont dépréciées afin de tenir compte :

. Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
. Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.
. Pour les titres d'OPCVM, la valeur actuelle retenue est la valeur liquidative sous déduction des frais de sortie

- **Stocks**

Le coût d'acquisition des matières premières et marchandises comprend le prix d'achat et l'ensemble des frais accessoires d'achat qui lui sont directement rattachables

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production, qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production.
Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

La valeur des stocks de biens fongibles est définie sur la base de la méthode du FIFO
La valorisation des biens non fongibles est définie sur la base de leur coût d'entrée individuel.

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure à la valeur de réalisation, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour la différence.

- **Créances**

Les créances, dont les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les dépréciations des créances commerciales sont comptabilisées de façon individuelle en fonction de l'appréciation du risque de non recouvrement.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles et produits exceptionnels, aux postes « Dotations aux provisions réglementées – Amortissements dérogatoires » et « Reprises aux provisions réglementées – Amortissements dérogatoires ».

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées conformément au règlement CRC 2000-06 du 07/12/2000 sur les passifs qui prévoit qu'un passif soit comptabilisé lorsque l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probables ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressource au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

- **Engagements de retraite et assimilés**

La société applique l'option prévue par la recommandation 2013-02 du 07 novembre 2013 qui prévoit la comptabilisation des engagements retraite et assimilés au bilan.

La provision inscrite au bilan au titre des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies correspond à la valeur actuelle de l'obligation à la date de clôture.
L'engagement est déterminé selon des hypothèses démographiques : âge de la retraite, mortalité, rotation du personnel,
Et financières : niveaux futurs des salaires, taux d'actualisation.

Taux d'actualisation de 0.75% en 2019 contre 1,60% en 2018.
Taux d'augmentation des salaires : 1% inchangé
Table de taux de rotation : Taux de 11% à 0% en fonction de l'âge des salariés

Les écarts actuariels issus des ajustements liés à l'expérience et des effets de changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés en Résultat Exploitation
Le coût des services rendus est comptabilisé en Résultat Exploitation
Les charges d'intérêts en Résultat Financier

Valeur comptable à l'ouverture	:	6 977 292
Provisions constituées au cours de l'exercice	:	787 471
Montant utilisé	:	307 001
Montant de la provision au 31/12/2019	:	7 457 762

- **Opérations en devises**

Les charges et les produits libellés en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.
Les dettes, créances et disponibilités libellés en devises sont converties et comptabilisées en euros sur la base du taux en vigueur à la clôture de l'exercice.
La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".
Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Conformément au règlement ANC n° 2015-05 les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont classés en résultat d'exploitation
Les écarts de change consécutifs aux opérations financières sur les comptes de devises sont exclus de ce dispositif.

L'application de ce règlement a pris effet à DOCAPOST au 01/01/2019.

L'adoption du nouveau règlement et les reclassements qui en résultent constituent un changement de méthode comptable.

- **Changement de méthode**

A l'exception de ce qui précède, les comptes de l'exercice ont été établis selon des principes identiques à ceux de l'année précédente.

- **Evénements postérieurs à la clôture**

Crise sanitaire et économique

Depuis le début de l'année 2020, est intervenue la crise sanitaire liée au virus Covid-19.

Le virus circule activement dans plusieurs pays dont la France. Le développement du COVID-19, qualifié officiellement de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé le 11 mars 2020, s'accompagne de la mise en œuvre graduelle de mesures publiques qui ont pour conséquence de réduire significativement le volume des activités depuis cette date.

La société a pris l'ensemble des mesures nécessaires à la continuité de l'activité tout en privilégiant la santé de ses collaborateurs et le respect des mesures gouvernementales.

Le contexte épidémique lié au Covid-19 crée une situation incertaine. La société s'attend à un impact négatif sur ses comptes en 2020. Compte tenu du caractère récent de l'épidémie, de l'absence de visibilité sur la durée de cette crise et de la constante évolution des mesures annoncées par le gouvernement (confinement et aides d'Etat), la société n'est toutefois pas en capacité à ce jour d'en apprécier l'impact chiffré éventuel sur les comptes 2020.

Aucun impact comptable n'est à mentionner au 31 décembre 2019.

A la date d'arrêté de ces états financiers, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation sur les douze prochains mois.

Malgré des capitaux propres négatifs à la clôture, les impacts de la crise sanitaire attendus sur l'exercice 2020 et besoins de trésorerie à moyen terme, l'hypothèse de continuité d'exploitation n'est pas remise en cause compte tenu de l'engagement de soutien financier apporté par le groupe La Poste.

3 Notes relatives aux Postes de Bilan et Hors Bilan

• Immobilisations corporelles et incorporelles

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acquisitions et apports
Frais d'établissement et de développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		77 468 473		3 825 641
Terrains				
Constructions	Sur sol propre			
	Sur sol d'autrui			
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels		30 436 899		1 032 492
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	9 242 866		736 527
	Matériel de transport			
	Matériel de bureau et mobilier informatique	7 641 288		1 280 575
	Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes		7 958		65 898
TOTAL III		***47 329 012***		***3 115 492***
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		55 671 400		16 661 320
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		804 357		12 700 604
TOTAL IV		***56 475 757***		***29 361 924***
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		***181 273 242***		***36 303 057***

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virements	Cessions		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles			1 281 180	80 012 934	
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels			2 815 249	28 654 142	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		223 286	9 756 107	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique		399 032	8 522 832	
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes		7 958		65 898	
TOTAL III		***7 958***	***3 437 567***	***46 998 978***	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			29 700 000	42 632 720	
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			77 382	13 427 580	
TOTAL IV			***29 777 382***	***56 060 299***	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		***7 958***	***34 496 129***	***183 072 211***	

• Amortissements et Dépréciations

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		57 993 194	2 678 600	1 243 110	59 428 685
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériels et outillages		29 046 088	965 428	2 397 234	27 614 282
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	7 134 820	475 566	223 286	7 387 100
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	7 263 410	350 383	399 032	7 214 761
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		*43 444 318*	*1 791 377*	*3 019 552*	*42 216 143*
TOTAL GENERAL		*101 437 512*	*4 469 977*	*4 262 662*	*101 644 828*

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
installation.							
Autres immobilisations :							
Inst. technique.							
Inst générales.							
M. Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.							
Acquis. de titres	7 644						7 644
TOTAL	*7 644*						*7 644*

Cadre C	Charges réparties sur plusieurs exercices	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

• Provisions réglementées et Subventions d'investissement

Frais d'acquisition CGLIB : 38.220,71€
Amortissements dérogatoires :
37 403,87 € au 31/12/2019
Dotation de l'exercice : 7.644,12 €
Valeur résiduelle au 31.12.2019 : 816,84 €

• Provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	29 760	7 644		37 404
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I	***29 760***	***7 644***		***37 404***
Provisions pour litige	467 149	55 000	114 000	408 149
Provisions pour garanties				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	6 977 292	787 471	307 001	7 457 762
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	4 877 444	0	477 494	4 399 950
TOTAL II	***12 321 885***	***842 471***	***898 495***	***12 265 861***
Provisions sur immobilisations incorporelles	14 122 796			14 122 796
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	7 488 425			7 488 425
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	280 326	235 429	113 430	402 325
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL III	***21 891 547***	***235 429***	***113 430***	***22 013 547***
TOTAL GENERAL	***34 243 192***	***1 085 544***	***1 011 925***	***34 316 811***
Dont dotations et reprises d'exploitation		885 771	918 180	
Dont dotations et reprises financières		137 129		
Dont dotations et reprises exceptionnelles		62 644	93 744	
dépréciations des titres mis en équivalence				

- **Eléments constitutifs du fonds commercial**

	Valeur Nette	Amortissement /dépréciations	Valeur Brute
Droit au bail			
Marques achetées avec protection juridique	25 336	15 245	40 581
Eléments achetés sans protection juridique			
Eléments dont l'inscription résulte d'une réévaluation			
Eléments reçus en apport	114 337	15 267 055	15 381 392
Total	**139 673**	**15 282 300**	**15 421 973**

Marques achetées avec protection juridique

MEDIADOC	4 574
STARMEDIA	762
Mon Courrier Mobile	20 000
	---
	25 336

Société : Docaposte BPO

Date de clôture : 31/12/2019

- ## Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectation (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés (1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
CNTP Docaposte BP	1 436 992	-1 471 213	66%	10 153 532	3 538 532	0	0	22 137 354	705 998	0
45 Bld Paul Vaillant Couturier 94766 IVRY s/ SEINE										
CER Docaposte BPO	102 000	1 050 965	51%	1 404 343	1 404 343	0	0	5 359 100	58 643	0
45 Bld Paul Vaillant Couturier 94766 IVRY s/ SEINE										
CGLIB	40 000	-2 437 899	100%	873 425	0	1 282 174	0	-30 975	-53 671	0
45 Bld Paul Vaillant Couturier 94766 IVRY s/ SEINE										
Docaposte Fast	968 049	1 960 786	100%	6 040 000	6 040 000	0	0	7 403 872	1 596 154	1 000 000
120-122 Rue Réaumur 75002 Paris										
Docaposte Externalisation	50 000	174 020	100%	100	100	0	0	4 428 805	252 654	200 000
45 Bld Paul Vaillant Couturier 94766 IVRY s/ SEINE										
Docaposte VOXALY	99 000	1 902 472	100%	8 399 156	8 399 156	0	0	11 345 467	1 361 183	0
8 Impasse Augustin Fresnel 44800 St HERBLAIN										
Docaposte Applicam	3 514 400	858 478	100%	15 761 689	15 761 689	0	0	14 342 795	2 432 958	0
2 Av. Sébastopol 57070 METZ										
Participations (10 à 50% du capital)										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participations dans des sociétés étrangères										

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social.
(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.
(4) Dans la monnaie locale d'opération.

- ## Composition du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/ 19	Valeur nominale
Actions ordinaires	12 120 521			12 120 521	1,00
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	**12 120 521**			**12 120 521**	

Société : Docaposte BPO Date de clôture : 31/12/2019

- ## Tableau de variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augmentation.	Diminution	Distribution de dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social	12 120 521						12 120 521
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	8 459 271						8 459 271
BSA							
Ecarts de réévaluation							
Réserve légale	1 212 052						1 212 052
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves	1 117 271						1 117 271
Report à nouveau	-29 398 645				-12 106 122		-41 504 767
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-12 106 122		-4 352 290		12 106 122		-4 352 290
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées	29 760	7 644					37 404
TOTAL CAPITAUX PROPRES	***-18 565 892***	***7 644***	***-4 352 290***		***0***		***-22 910 538***

- **Stocks et en-cours**

	Brut	Dépréciations	Net Exercice N	Net Exercice N-1
Matières premières				
Fournitures				
Matières consommables				
Fournitures consommables	104 782		104 782	103 909
Emballages				
Produits finis	120 282		120 282	167 013
Produits résiduels				
TOTAL	**225 064**		**225 064**	**270 922**

• Créances et Dettes

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		13 427 580	27 839	13 399 740
TOTAL des créances liées à l'actif immobilisé		***13 427 580***	***27 839***	***13 399 740***
Clients douteux ou litigieux		173 562		173 562
Autres créances		64 217 153	64 217 153	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		40 597	40 597	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		451	451	
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée	7 624 875	7 624 875	
	Autres impôts			
	Etat - divers	8 021 199	2 947 812	5 073 387
Groupes et associés		1 316 329	1 316 329	
Débiteurs divers		1 863 351	1 863 351	
TOTAL des créances liées à l'actif circulant		***83 257 517***	***78 010 567***	***5 246 950***
Charges constatées d'avance		2 729 066	2 729 066	
TOTAL DES CREANCES		***99 414 162***	***80 767 472***	***18 646 690***
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		164	164		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		37 828 890	628 890		37 200 000
Fournisseurs et comptes rattachés		28 432 493	28 432 493		
Personnel et comptes rattachés		9 091 769	9 091 769		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		7 958 089	7 958 089		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	6 994 355	6 994 355		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	325 229	325 229		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		132 923	132 923		
Groupes et associés		60 799 042	60 799 042		
Autres dettes		2 363 344	2 363 344		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		3 545 246	3 545 246		
TOTAL DES DETTES		***157 471 544***	***120 271 544***		***37 200 000***
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice					

- ## Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti	Nature de la sûreté
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	2 166 295	Inscription Privilège
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		

- ## Charges à payer

Charges à payer	Montants 31/12/2019
Intérêts courus	
. Sur emprunts obligataires	
. Sur emprunts et dettes des établissements de crédit	
. Sur emprunts et dettes financières divers	
Total	0
Fournisseurs et comptes rattachés	21 515 545
Dettes fiscales et sociales	14 238 918
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	354 772
Total	36 109 235
TOTAL DES CHARGES A PAYER	***36 109 235***

• Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montants 31/12/2018
Intérêts courus	
. Sur créances immobilisés	
Total	0
Créances rattachées à des participations	
Clients et comptes rattachés	16 823 668
Créances fiscales et sociales	450
Autres créances	1 242 321
Total	18 066 439
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	***18 066 439***

• Charges et Produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Produits constatés d'avance	3 545 246			3 545 246
Charges constatées d'avance	2 729 066			2 729 066
TOTAL	***6 274 312***			***6 274 312***

4 Notes relatives aux Postes du Compte de Résultat

• Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Montant
Répartition par secteur d'activité	
Ventes de marchandises	769 379
Production vendue biens	
Production vendue services	184 333 444
Répartition par marché géographique	
Chiffres d'affaires nets-France	184 729 127
Chiffres d'affaires nets-Export	373 696
Chiffres d'affaires nets	***185 102 823***

• Charges et Produits Exceptionnels

Détail	Produits exceptionnels	Charges exceptionnelles
PENALITES	661 734	83 546
DEGREVEMENT IMPOTS		
CREANCES IRRECOUVRABLES		118 127
AUTRES CHARGES & PRODUITS EXCEPTIONNELS		23 125
VNC & PRODUITS CESSIONS IMMOS	418 015	443 585
AUTRES PROD EXCEPT OP GESTI.	440 879	
DOT & REP PRC EXCEPT	93 744	55 000
DOT AMT EXCEPT		84 423
DOT AMT DEROGATOIRES		7 644
DONS LIBERALITES		230
TOTAL	***1 614 372***	***815 681***

- ## Transfert de charges

Transferts de charges	Montant
TRANSFERT DE CHARGES DE PERSONNEL	390
TOTAL	***390***

- **Résultat et Impôt sur le bénéfice**

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	-6 321 784	
Résultat exceptionnel	798 691	
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		
Contribution exceptionnelle		
TOTAL	***-5 523 093***	

- **Affectation du Résultat N-1**

Affectation du résultat	31/12/2019
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur	-29 398 645
Résultat de l'exercice précédent	-12 106 122
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL Origines	***-41 504 767***
Affectation aux réserves :	
- légales	
- autres	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	-41 504 767
TOTAL Affectations	***-41 504 767***

• Situation Fiscale

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2019 est de 28% jusqu'à 500 000 € de bénéfices imposables et de 31% pour la fraction supérieure à 500 000€.

DOCAPOSTE BPO est membre du groupe d'Intégration Fiscale La Poste.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

• Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi

Le CICE est supprimé depuis le 01/01/2019 et remplacé par un allégement des charges du personnel.

• Autres Crédits d'Impôts

DOCAPOSTE BPO bénéficie également de :

- D'un Crédit d'Impôt Recherche de : 1 109 003 € au titre de l'exercice écoulé.
- D'un Crédit d'Impôt Mécénat : 61 800 € au titre de l'exercice écoulé.

- **Fiscalité latente**

Libellé	31/12/2019	Montant de l'impôt (1)
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus-values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	7 457 762	2 088 173
Autres risques et charges provisionnés	2 140 599	599 368
Charges à payer	272 000	76 160
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	85 448 278	23 925 518
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	**95 318 639**	**26 689 219**

(1) Taux d'impôt :

Dont taux normal d'impôt sur les sociétés : 28% jusqu'à 500K€
Contribution sociale sur l'impôt :

Contribution exceptionnelle sur l'impôt :

5 Autres informations

• Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler) en k€				
Avals / Cautions	59 016	59 016		
Locations	19 352 351	4 963 476	10 446 209	3 942 666
Autres	16 056 994	7 973 698	6 464 426	1 618 870
A. Total engagements liés à l'exploitation	**35 468 361**	**12 996 190**	**16 910 635**	**5 561 536**
Complément prix	2 000 000		2 000 000	
B. Total engagements liés au financement	**2 000 000**		**2 000 000**	
C. Total autres engagements donnés				
I. Total engagements donnés (A+B+C)	**37 468 361**	**12 996 190**	**18 910 635**	**5 561 536**
Engagements reçus (à détailler)				
Garanties passif reçues	1 000 000	1 000 000		
II. Total engagements reçus	**1 000 000**	**1 000 000**		
Engagements réciproques (à détailler)				
III. Total engagements réciproques				

- ## Effectif

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
EFFECTIF	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	496	434			496	434
Agents de maîtrise	0	37			0	37
Employés et techniciens	554	573			554	573
Ouvriers						
Autres						
TOTAL	***1 050***	***1 044***			***1 050***	***1 044***

- ## Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

- ## Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et, le cas échéant, au titre des autres prestations réalisées sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe La Poste

- ## Société consolidante

Les comptes annuel de DOCAPOST BPO sont consolidés par intégration globale dans les comptes de :

Groupe La Poste
Immatriculé sous le numéro : 356 000 000 RCS PARIS
Siège Social : 9, Rue du Colonel AVIA – 75015 PARIS
La copie des comptes consolidés du Groupe peut être obtenue à l'adresse ci-avant.

DOCAPOSTE BPO
Société par Actions Simplifiée au capital de 12.120.521 euros
Siège social : 45-47 boulevard Paul Vaillant-Couturier
94200 Ivry-sur-Seine
RCS Créteil 320 217 144

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE EN DATE DU 30 JUIN 2020

L'an deux mille vingt, le trente juin, au siège social,

[…]

A TITRE ORDINAIRE

PREMIERE DECISION
(Approbation des comptes pour l'exercice 2019)

L'Associée Unique, connaissance prise du rapport du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes dudit exercice, comprenant le compte de résultat, le bilan et son annexe, tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par une perte de (4.352.291) euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquiès du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé présentent des charges non déductibles du résultat fiscal, dépenses dites « somptuaires », pour 24 939€ telles que visées à l'article 39–4 dudit code.

L'Associée Unique prend acte également, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

En conséquence, l'Associée Unique donne quitus de sa gestion au Président pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée par l'Associée Unique.

DEUXIEME DECISION
(Affectation du résultat pour l'exercice 2019)

L'Associée Unique décide d'affecter les résultats présentés de la façon suivante :

Perte de l'exercice	**(4.352.290)**	**euros**
Report à nouveau antérieur	(41.504.767)	euros
Affectation au report à nouveau	**(4.352.290)**	**euros**

Le solde du report à nouveau s'établit ainsi à (45.857.057) euros.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'élèvent à la somme de (22.910.539) euros.

Cette résolution est adoptée par l'Associée Unique.

[…]

QUATRIEME DECISION
(Pouvoirs pour les formalités)

L'Associée Unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée par l'Associée Unique.

[…]

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président
Monsieur Olivier VALLET

